

« Critiquer la politique du gouvernement israélien est aujourd'hui qualifié d'antisémitisme »

Des extraits ici d'un entretien sur RFI avec l'anthropologue, sociologue et médecin Didier Fassin, professeur au Collège de France, entre autres.

La guerre mobilise à la fois des troupes, des armes et des communications. Israël a développé et théorisé la *hasbara*, propagande visant à produire un discours officiel qui valorise les positions et les politiques nationales. Le problème est que les chancelleries et les médias occidentaux ont repris ce discours sans le mettre à l'épreuve des faits. On a ainsi parlé de « guerre Israël-Hamas ». Or, le président israélien affirmait [...] qu'il faut la « *combattre jusqu'à lui briser l'échine* » ; le Premier ministre en appelait à la figure biblique d'Amalek, le texte sacré disant qu'il faut « *tuer les hommes et les femmes, les enfants et les nourrissons* » [...] ; le vice-président de la Knesset déclarait qu'il fallait « *éliminer la bande de Gaza de la face de la Terre* » ; et l'on pourrait multiplier les citations similaires de responsables politiques et militaires israéliens.

Mais ce n'étaient pas que des mots. Ils ont été suivis d'actes, comme le bombardement des civils jusque-là où l'armée leur disait de se réfugier, l'imposition d'un siège destiné à provoquer une situation de famine, et la destruction de toutes les ressources servant à maintenir en vie la population, à commencer par les hôpitaux. C'est en fait toute la manière de raconter les événements survenus à partir du 7 Octobre qui a été prise dans une police du langage délimitant ce qui devait être dit et ce qui ne pouvait pas l'être.

Dans les rédactions de nombre de grands médias occidentaux, des éléments de langage ont été imposés : au *New York Times*, on demandait aux journalistes de ne pas utiliser les mots « Palestine », « territoires occupés » et « camps de réfugiés », cette expression devant être remplacée par « quartiers ».

Le consentement se manifeste de deux façons.

Passivement, par exemple en se taisant sur les massacres des Palestiniens [...].

Activement, notamment en allant à Jérusalem apporter un soutien inconditionnel à l'opération militaire de représailles ou en donnant des bombes destinées à détruire et à tuer.

Mais ce consentement s'est aussi accompagné d'une répression de celles et ceux qui rappelaient l'histoire qui avait précédé la tragédie du 7 Octobre et permettait d'en comprendre la violence, ou même qui demandaient simplement la recherche d'une paix juste et le respect du droit international. [...].

Critiquer la politique mortifère d'un gouvernement composé de ministres d'extrême droite, [...] violant le droit international et coupable de crimes contre l'humanité est aujourd'hui qualifié d'antisémitisme. [...]

On dénombre actuellement plus de 44 000 décès d'après le ministère de la Santé de Gaza, dont 70 % de femmes et d'enfants, selon les Nations unies, ce qui veut dire probablement plus de 90 % de civils. [...] Dans d'autres situations de guerre, en Irak ou en Afghanistan, des études [...] ont pu établir qu'il fallait au moins multiplier par quatre les chiffres officiels pour connaître le nombre réel de morts causés par le conflit. Mais dans ces pays, il n'y avait pas eu de famine provoquée, le système de santé fonctionnait, les infrastructures de base n'étaient pas dévastées. Le coefficient multiplicateur risque donc d'être bien plus élevé à Gaza, et si des enquêtes rigoureuses sont autorisées, **il est probable qu'on dépassera les 200 000 morts**, soit environ 10 % de la population. [...]

Le problème de la violence des attaques et leur personnalisation est qu'elle conduit à instaurer un climat d'intimidation qui a eu pour conséquence de produire à la fois une censure et une autocensure. **Il y a eu depuis plus d'un an, une dégradation considérable de la qualité du débat public, y compris dans les médias audiovisuels, dans nombre de pays occidentaux, dont la France et les États-Unis.**

Alors à toutes et tous, après ce constat de falsification générale : si l'on ne garde que les actes, si l'on ne s'en tient qu'aux faits, les images et les témoignages qui nous parviennent de Gaza montrent depuis plus d'un an la volonté d'exterminer toute une population avec une cruauté rarement atteinte.

Nous nous devons, chacun, de faire quelque chose. Juste quelque chose à notre mesure. Nous ne pouvons plus nous rendre complice en ne disant rien, en évitant le sujet, ou en laissant de piètres experts justifier l'injustifiable.

Par exemple en en parlant, en diffusant, en boycottant les entreprises complices, en interpellant les pseudo-journalistes qui posent encore des guillemets sur les déclarations des humanitaires, en envoyant son soutien moral aux instances palestiniennes, en se mobilisant.

Les manifestations rassemblent des milliers de personnes en Espagne, aux Pays-Bas, en Irlande, aux États-Unis ou au Japon. Cet après-midi ce sera à Paris.

Faisons pression pour que la France, soi-disant pays des droits de l'homme, ne devienne pas le pays de la honte absolue, celui du déni d'humanité, ni celui qui fournit des armes contribuant à ce génocide.

Soutien aux Palestiniennes et Palestiniens, exigeons la paix haut et fort !!!